

Mckinsey pour les nuls:
La logistique du gouvernement Macron

Description

Enquête

Depuis quelques mois, le Sénat enquête sur l'impact des cabinets – conseils sur les politiques publiques. Il met en évidence le recours croissant de ces » conseillers privés » et identifie un « impact avéré » à travers leurs interventions dans les réformes de l'État. Le Sénat appelle à la fin de l'opacité de ces pratiques et demande un cadre éthique renforcé.

En 3 ans, les honoraires des différents cabinets conseils sont passés de 373 millions d'euros en 2018, à 893 millions d'euros en 2021.

Le cabinet le plus incriminé est le cabinet américain Mckinsey.

Certaines études semblent « bidon », comme celle facturée 500.000 euros, concernant le métier d'enseignant, d'autant que cette » étude » a été classée sans suite par le ministère concerné. Autre exemple: une étude facturée près d' 1 million d'euros sur le thème des retraites. De nombreuses consultations portaient sur la gestion de la Covid.

A l'une des questions posées par un membre du Sénat, le représentant du cabinet McKinsey affirme que le cabinet conseil payait bien ses impôts en France. Vérification faite, il s'avère que le cabinet en question ne paye aucun impôt en France. En fait, il suffit que la maison- mère du cabinet, située aux Etats Unis, adresse une facture à sa filiale en France pour transformer un bénéfice en pertes, et le tour est joué! Bien qu'ayant facturé 329 millions d'euros en France en 2020, Mc Kinsey ne paye aucun impôt en France.

Le Sénat porte plainte

Dans ses conclusions, la rapporteure du Sénat écrit : « Qui mène les politiques publiques? Un gouvernement et l'Etat qu'il dirige, ou des prestataires privés dépourvus de toute légitimité démocratique? »

Il y a là un véritable enjeu démocratique, un gaspillage financier, et un jeu de pouvoir laissé aux cabinets privés, notamment américains.

Sur les 4 dernières années, le montant total des honoraires payés par la France aux différents cabinets- conseils (Mckinsey, Accenture, Boston Consulting Group…), s'élève à 2,4 milliards d'euros. Une somme considérable !

Des rapports à propos de tout: l'Education Nationale, les retraites, les aides au logement, le télétravail, la gestion du Covid, la logistique ; tout a été prétexte pour faire intervenir un cabinet conseil, et de préférence américain.

Ainsi, toutes les données concernant la population, les métiers, certains armements, la santé, se retrouvent dans les fichiers de ces cabinets conseils américains, et, le cas échéant, sont susceptibles d'être revendus aux plus offrants.

Le gouvernement Macron a-t- il réalisé qu'elles pouvaient en être les conséquences? Toutes nos données personnelles sont accessibles au FBI et à la CIA, puisque toutes les entreprises américaines sont tenues de transmettre leurs infos aux agences gouvernementales américaines.

Et l'Europe?

On note la même » inflation » de recours aux cabinets conseils extérieurs, notamment américains, à Bruxelles. Un contrat de 100 millions d' euros signé avec le cabinet PWC pour le » développement et la mise en œuvre de réformes structurelles dans les états membres, (en clair, organiser la casse dans les hôpitaux publics et la casse de nos systèmes de retraites), contrat de 30 millions d'euros avec le fonds américain Blackrock par l'agence européenne SRB, chargée de gérer les faillites des banques européennes, contrat avec IBM pour gérer nos données Schengen…

A Paris comme à Bruxelles, des consultants et des lobbys pilotent en coulisse nos états, et notamment la France.

Nos dirigeants, tant européens que français, ont peu de scrupules, et peu de respect pour les populations qu'ils sont censés servir.

On comprend mieux que le dirigeant français de Mckinsey se soit enorgueilli d'avoir participé et organisé » gratuitement » la campagne d'E. Macron.

Chanoine

Categorie

1. Économie

date créée
30 mars 2022